



Extrait du Atelier chômage

<http://alterdemocratie.11vm-serv.net/activites-et-projets/projet-de-parti-et-ou-de-syndicat/projet-de-parti-politique/article/des-chomeurs-au-parlement-c-est>

Parlementarisme et chômage

Des chômeurs au parlement, c'est possible !

- ACTIVITÉS ET PROJETS - PROJET DE PARTI ET/OU DE SYNDICAT DES CHÔMEURS - PROJET DE CRÉATION D'UN PARTI POLITIQUE

Date de mise en ligne : jeudi 24 septembre 2015

Copyright © Atelier chômage - Tous droits réservés

Pour les démocrates, les élus représentent toute la population. Ils représentent bien sûr leurs électeurs, mais leur élection fait d'eux des représentants de toute la nation, du peuple entier. Il s'agit cependant d'une formulation un peu arbitraire. Cette explication a un caractère idéologique. Dans les faits, il en va souvent autrement.

C'est la nature de débats parlementaires de ne pas traiter de tout, de ne traiter de certaines questions, et parfois d'en régler d'autres de manière moins efficace, plus arbitraire, de manière circonstanciée.

Les débats démocratiques ont tendance à oublier des catégories de la population, à légitimer, ou à favoriser des discriminations. C'est le cas de la question du chômage qui n'est même pas de la compétence du Parlement. Elle fait partie des compétences de l'exécutif. [Le gouvernement dispose de pouvoirs spéciaux pour régler cette matière.](#)

En Belgique, la matière du chômage n'est même pas de la compétence du parlement. Cette matière est donc réglée par des arrêtés. Même l'institution fondamentale de la sécurité sociale est réglée par un arrêté : [l'arrêté-loi du 28 décembre 1944](#). Cet arrêté a été plusieurs fois révisé, mais sans jamais avoir été transposé dans une loi.

Cette singularité aurait dû alerter la gauche et les démocrates depuis longtemps.

Mais au Parlement, il n'est pas simple d'exprimer certains points de vue. Lorsque le 27 mars 2014, les députés octroient des pouvoirs-spéciaux supplémentaires au gouvernement pour prendre des mesures concernant le chômage, et qu'Alain Mathot, un député socialiste, explique pourquoi il s'abstient de voter cette mesure, et qu'il explique que la droite veut des mesures de plus en plus dures contre les chômeurs, et que son parti a tendance à la soutenir, c'est à peine si on parvient à entendre ce qu'il dit. Son discours dure moins d'une minute.

Quelques parlementaires supplémentaires au moins devraient représenter les chômeurs. Mais des non-chômeurs peuvent-ils représenter des chômeurs ?

Toutes sortes de distinguos servent à légitimer des discriminations et des dérives qui finissent par concerner toute la société, nécessitant des solutions, et un règlement qui n'ont pas grand-chose d'égalitaire. Ils concernent globalement de vastes groupes de personnes : étrangers sans papiers, travailleurs ou chômeurs par exemple.

En fait, de nombreux débats, des groupes sociaux entiers sont étouffés au moyen d'institutions et de principes démocratiques, compliquant à l'infini la tâche de résoudre certains problèmes.

Bonjour la supercherie !

Comment faire en sorte que les parlementaires soient plus désireux de défendre par exemple les droits de chômeurs ? Comment changer de distinguos ? Comment faire pencher la balance dans l'autre sens.

Il faudrait pour cela empêcher certains de profiter de la misère et de la situation des autres.

Pour cela, il faudrait que tous aient la conviction que cette société serait plus forte, plus riche, plus apte à se défendre, en empêchant une partie de la société de profiter de la misère des autres

Des chômeurs au parlement, c'est possible !

Mais cela ne suffit pas. Il faudrait aussi qu'ils soient forcés de le faire, parce que Le parlementarisme joue un rôle fondamental dans la persistance de certaines croyances.

Jusqu'à présent, les parlementaires rêvent tous de partager avec une minorité, la plus grande part du gâteau. Ils ne rêvent pas de le partager. Ils rêvent que cette part demeure toujours aussi grande, et pour cela, ils croient nécessaire qu'un minimum de gens en jouisse.

Ils aiment bénéficier d'un niveau de vie confortable, voire exceptionnel, et cherchent presque tous à accumuler des biens et un patrimoine, de l'influence et du pouvoir.

Cela n'a rien de démocratique.

A leurs yeux, la démocratie est le type de régime qui leur garantit le mieux la possibilité de parvenir à leurs fins parce qu'elle n'impose pas certaines règles hiérarchiques pour posséder un patrimoine. La démocratie est la hiérarchie suprême. Elle est la possibilité de répartir le gâteau, les richesses, à leur convenance. Ou, en tous cas, de manière à en profiter.

Comment faire valoir d'autres richesses, d'autres valeurs, une autre organisation de la société ?

Il ne servirait à rien d'envoyer de véritables chômeurs siéger au Parlement.

Ce ne serait plus réellement des chômeurs. Ils seraient élus et ils exerceraient une profession. Ils disposeraient d'un d'emploi pour 4 ans au moins, en tout cas en principe. Les chômeurs n'ont pas d'emploi, sinon pas de profession. Ils changent régulièrement d'employeurs. A moins de créer leur propre boîte, de devenir des indépendants ou de petits entrepreneurs.

Leur intérêt ne consisterait plus à défendre leur droit à accéder à un revenu de remplacement. A moins de décider qu'ils ne toucheraient pas autre chose que leurs allocations de chômage. Mais qui imposerait une telle solution aux parlementaires ? Leur intérêt serait d'accumuler le plus de richesses possibles pendant leur mandat, en tout cas dans le système existant, de cumuler les casquettes, les revenus, les salaires, de jouir d'une pension de parlementaire, de congés, de primes pour s'acheter des ordinateurs et des voitures, et de bénéficier de passe-droits en tout genre.

Il faudrait modifier ce besoin, rendre cette accumulation de richesses impossible. Mais tout parlement moderne s'opposerait à de telles mesures. Il ne lui viendrait jamais à l'idée de les prendre.

Il est donc indispensable de changer les règles du parlementarisme, de lui imposer une éthique en le transformant en profondeur, en adaptant l'organisation parlementaire à d'autres nécessités, par exemple à la nécessité de préserver le droit des parlementaires à un revenu, en les empêchant d'accumuler des richesses. Les Parlementaires devraient être plus pauvres à la fin de leur mandat qu'au début de ce mandat.

Il s'agirait aussi d'empêcher par exemple les Parlements de s'occuper de tout à la fois. Ce type de matière devrait du reste être réglée par la loi elle-même. Il faudrait inscrire dans la constitution certaines règles qui empêchent les Parlements de faire certaines choses.

Les chômeurs ne sont pas seulement des pauvres. Ce sont surtout des exclus, des gens qui n'accèdent pas à un revenu comme les autres.

Il est difficile de se mettre dans leur peau pour cette raison. Quelque part la société ne les accepte pas. Elle n'en veut pas. Elle en veut mais à plein de conditions qui ne leur conviennent pas.

Le plus gros problème auquel est confronté la démocratie se situe à ce niveau.

Le droit au chômage résulte de cette situation. La société forme un tout, un ensemble, sinon homogène, du moins habitué à fonctionner ensemble. Mais tous ne peuvent fonctionner de cette manière. La société ne parvient pas à s'associer à certains individus. Il est facile de comprendre ce mécanisme. Généralement, les jeunes possèdent une caractéristique : ils sont malléables, doués pour apprendre, pour s'adapter. Il ne s'agit pas seulement pour eux d'obéir, de se soumettre. S'il s'agissait de se soumettre leur vie, leur situation serait intolérable. Il s'agit pour eux d'apprendre, de se forger une expérience.

Mais certains se forgent à la longue une expérience qui les empêche de s'adapter par la suite au monde du travail, ou qui les force à le quitter. Toutes sortes de raisons de cette évolution. Il se peut par exemple qu'ayant souffert, subi certaines brimades, ils deviennent psychologiquement inaptes à s'intégrer dans une structure sociale quelle qu'elle soit. Il se peut qu'ils acquièrent un savoir-faire et des compétences devenues inutiles. Les partis politiques devraient se soucier de trouver des solutions à ce genre de problème. Bien sûr, la société organise des formations, elle aide les chômeurs à se réinsérer dans le monde du travail, mais elle agit de manière parfois un peu caricaturale, comme s'il s'agissait pour un chômeur d'être parfaitement polyvalent ou presque.

La vie en société n'est pas simple à comprendre. L'action en commun nécessite plein de qualités, de capacités qui n'ont rien à voir avec un savoir-faire pratique ou des connaissances intellectuelles. Ces capacités, il s'agirait de pouvoir les acquérir quand on en est dépourvu. Il ne s'agit pas d'exclure la moitié des gens du monde du travail sous prétexte qu'ils seraient atteints de toutes sortes d'handicaps, de maladies. La société elle-même tolère plein de défauts. Parfois, elle tolère moins facilement certaines qualités.

Il s'agit de se donner les moyens de réfléchir à toutes ces questions.

Les Parlements, et donc les partis politiques, devraient davantage approfondir ce type de problématique.

Voilà tout ce qu'il faudrait faire pour que l'on puisse commencer à remédier au chômage de masse, et mettre fin à l'exclusion sociale.